

ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCILCONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIALDual Distribution for Council MembersRAPPORT DE LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME
SUR SA DEUXIEME SESSION (E/615)

ETATS-UNIS : PROJETS DE RESOLUTIONS

1. Le Conseil économique et social, ayant examiné les recommandations de la Commission de la Condition de la Femme sur les droits politiques des femmes, ainsi que ses recommandations en vue d'agir sur l'opinion publique

A. demande aux Etats membres qui n'ont pas encore accordé aux femmes l'égalité des droits politiques, de prendre les mesures qui conviennent pour abolir les inégalités dans les domaines du droit de vote et d'éligibilité aux fonctions publiques, et de faire parvenir au Secrétaire général un rapport sur les mesures qu'ils envisagent de prendre à cet égard, ce rapport devant être soumis à la prochaine session de la Commission de la Condition de la Femme. (14a)

B. attire l'attention de tous les Etats membres sur l'avantage qui s'attache à une participation plus active des femmes à la vie politique (14b) et à la désignation d'un plus grand nombre de femmes en qualité de déléguées desdits Etats aux organismes et institutions des Nations Unies et aux organisations et conférences internationales, et suggère que, dans tous les cas où de tels organismes ne comprennent pas de femmes, l'on prévoie la nomination des femmes représentant toutes les garanties de compétence à mesure que des vacances se produiront (16bc); et recommande en outre que les Etats membres accordent aux femmes, mariées ou non, les mêmes possibilités qu'aux hommes d'accéder aux emplois dans l'administration, dans toutes les professions, dans toutes les carrières diplomatiques, consulaires et judiciaires, ainsi qu'à tous les échelons des fonctions publiques. (fin du point 16).

C. invite le Secrétaire général

1. à nommer des femmes aux mêmes titres que les hommes aux postes importants du Secrétariat des Nations Unies (16a).

RECEIVED

4 AUG 1948

UNITED NATIONS
ARCHIVES

2. à poursuivre dans l'intérêt des femmes qui ont récemment acquis le droit de vote, la réunion de renseignements relatifs à un programme efficace d'éducation politique (17) et à envisager favorablement des mesures prévoyant des conseils techniques à l'usage de ces pays.
3. Conformément à la recommandation de la Commission ayant trait aux mesures discriminatoires à l'encontre des femmes, résultant du conflit des lois nationales sur la nationalité, le domicile, le mariage et le divorce (18),
 - (a) à obtenir de tous les Etats membres un rapport sur les lois et pratiques administratives actuellement en vigueur dans leurs pays en matière de nationalité, de domicile, de mariage et de divorce, en tant qu'elles affectent directement les femmes mariées ou qui ont été mariées à un époux de nationalité différente, ainsi que les anomalies qui en résultent, et en tant qu'elles affectent les enfants nés de parents de nationalités différentes; à préparer un rapport à ce sujet pour la prochaine session de la Commission; et à faire rapport sur les traités et conventions existant en matière de nationalité des femmes, et sur les signataires de ces traités et conventions;
 - (b) à demander sur ce point l'avis de la Commission du droit international, de la Commission des questions sociales, de la Commission des droits de l'homme et de divers autres organes et institutions spécialisées des Nations Unies, et à communiquer ces renseignements à la Commission de la Condition de la femme, pour qu'elle en tienne compte dans les recommandations qu'elle formulera pour l'établissement d'une convention satisfaisante en matière de nationalité; et
 - (c) à transmettre aux Etats membres la demande tendant à accorder aux femmes mariées les mêmes droits en matière de nationalité qu'aux hommes et aux femmes non mariées.
4. A préparer à l'usage du grand public une brochure sur la mesure dans laquelle l'égalité des droits politiques a été accordée aux femmes (37, milieu).

II. Le Conseil économique et social, ayant examiné les recommandations de la Commission de la Condition de la femme sur l'accès des femmes aux études;

- A. demande aux Etats membres de veiller à ce que les femmes jouissent en matière d'instruction de droits égaux à ceux des hommes. (20).
- B. transmet à l'UNESCO la résolution de la Commission relative au projet de Charte du corps enseignant, et sa recommandation au sujet des programmes pour l'instruction des femmes adultes en vue d'aider à résoudre le problème de l'analphabétisme. (22,23)
- C. Suggère en outre à l'UNESCO qu'en inscrivant au programme des écoles primaires et secondaires l'exposé des buts des Nations Unies, les gouvernements soient encouragés à y inclure l'étude des droits politiques, sociaux et civiques de la femme, de l'évolution historique et des résultats pratiques des transformations juridiques survenues dans ce domaine (24).

III. Le Conseil économique et social, ayant examiné les recommandations de la Commission de la Condition de la Femme au sujet des droits économiques des femmes;

- A. demande aux Etats membres de veiller à l'élimination des mesures discriminatoires à l'encontre des femmes en ce qui concerne le travail et sa rémunération, les loisirs, les assurances sociales et la formation professionnelle et de garantir par la loi les droits des mères et des enfants. (25, début).
- B. demande au Secrétaire général de terminer aussi rapidement que possible la préparation des diverses sections du questionnaire qui doit être soumis aux divers gouvernements, concernant les droits économiques de la femme mariée et notamment son droit d'agir en qualité de tutrice, de disposer librement de ses biens et de son salaire, et d'entreprendre une activité commerciale indépendante. (25, fin).

IV. Le Conseil économique et social, ayant examiné les recommandations de la Commission de la Condition de la Femme en ce qui concerne ses rapports avec les autres organes des Nations Unies (42);

- A. suggère au Secrétaire général de porter à l'attention de la Commission de la Condition de la Femme les questions traitées dans les rapports des autres organes, commissions et institutions spécialisées des Nations Unies qui intéressent directement la Commission ou qui présentent un intérêt commun pour elle et pour d'autres organes,

- B. constate qu'il s'écoule un intervalle de temps considérable avant que des mesures définitives ne soient prises au sujet de conventions examinées par les institutions spécialisées et engage vivement la Commission à tirer parti de ce délai préliminaire pour examiner au cours de ses réunions les aspects de ces conventions qui intéressent directement la Condition de la femme.
- C. considère que les dispositions prévoyant une représentation réciproque, contenues dans les accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, répondent aux besoins des diverses Commissions, y compris la Commission de la condition de la femme.
- D. prie le Secrétaire général, lorsqu'il organise la réunion de l'Organisation des Nations Unies aux institutions spécialisées, de tenir compte du fait que les diverses Commissions portent à l'ordre du jour de chaque réunion.
- E. transmet à la Commission des questions sociales et à l'Assemblée mondiale de la Santé la résolution ayant trait à la prostitution commercialisée, contenue à l'Annexe A du Rapport de la Commission.

V. Le Conseil économique et social, ayant examiné les recommandations de la Commission de la Condition de la Femme en ce qui concerne la coordination de la documentation et le programme des travaux :

- A. Attire l'attention du Secrétaire général sur la recommandation de la Commission, aux termes de laquelle il devra :

1. d'insister, dans les questions qu'il posera aux Gouvernements, sur l'existence et la portée des mesures discriminatoires, plutôt que sur l'égalité des droits, et qu'à cet effet les questions devront être moins nombreuses, plus brèves et plus précises que ce n'est le cas pour celles qui figurent à la première partie du questionnaire actuel.
2. de ne considérer la documentation recueillie auprès des gouvernements que comme une des sources possibles de renseignements, cette documentation devant être complétée et, le cas échéant, recoupée au moyen de renseignements provenant d'autres sources, afin d'obtenir à coup sûr un tableau complet, précis et objectif.
3. de présenter cette documentation à la Commission sous une forme analytique et comparative par sujets.

- B. demande au Secrétaire général de distribuer l'ordre du jour provisoire de la prochaine réunion de la Commission, si possible avant le 1er octobre 1948, en même temps que le texte des projets de questions sur les droits économiques de la femme mariée et tous autres documents pertinents qui pourront être préparés pour faciliter l'examen des différentes questions figurant à l'ordre du jour (44 B).